

Déclaration de Lima

Sommet des peuples face au changement climatique Lima, 11 décembre 2014



Le sommet des peuples face au changement climatique, qui s'est tenu à Lima du 8 au 11 décembre 2014, correspond aux mobilisations et résistances actuelles d'une grande diversité d'organisations, mouvements, plateformes, réseaux et collectifs sociaux, syndicaux, femmes, paysans, indigènes, jeunes, écologistes, religieux, artistiques et culturels péruviens et internationaux . Nous nous réunissons pour poursuivre le débat et partager les nombreuses formes de luttes et de résistance pour la construction de la justice sociale contre le système capitaliste et patriarcal, raciste et homophobe, pour le respect des divers modes de vie sans exploitation ni spoliation des biens de la nature, pour que les peuples décident en commun de la gestion de leurs ressources d'énergie, pour la réduction des inégalités sociales ainsi que pour promouvoir le Buen Vivir comme mode de vie en harmonie avec la Nature et la Terre Mère.

Le capital cherche à résoudre la crise systémique en imposant son emprise sur l'eau, le saccage des territoires et du patrimoine naturel, la rapacité, la production de combustibles fossiles, l'exploitation accrue des travailleurs et des travailleuses, la répression des mouvements sociaux accompagnée de violence physique et psychologique, augmentant de diverses manières la criminalisation des luttes, des peuples, la militarisation et le contrôle des territoires. Et tout cela est soutenu par les médias. A cela s'ajoute la mise sous tutelle des Etats et de leurs bureaucraties par le pouvoir économique, le paiement des dettes injustes et odieuses, et beaucoup de faits qui bénéficient exclusivement aux véritables détenteurs du pouvoir auxquels les Etats se soumettent docilement, les entreprises nationales et les multinationales avec leurs relais politiques.

Dans un tel contexte, le Sommet des Peuples est le porte-parole des secteurs exploités et opprimés du monde, de ceux et celles qui sont marginalisé-e-s par un système économique et culturel qui les soumet aux influences racistes, fondamentalistes, machistes et patronales qui bénéficient au modèle capitaliste. En ce moment crucial que traverse l'humanité, alors que le changement climatique très grave dont nous souffrons tous exige d'engager des actions urgentes à un niveau global, nous demandons aux gouvernements – et à l'Organisation des Nations Unies réunie pour la COP 20 – d'adopter des accords qui respectent et valorisent la vie des peuples autochtones, paysans et urbains, et qui promeuvent la préservation de la biodiversité dans son ensemble. Nous refusons tout mécanisme de marché proposé comme solution aux problèmes climatiques et environnementaux. Nous qui nous réunissons dans ce Sommet des Peuples, nous héritons et faisons partie du processus

de luttes menées au sein de nos peuples, et nous nous présentons aujourd'hui avec toute cette force et expression collective. C'est en ce nom que nous demandons :

> Que les gouvernements du monde respectent nos territoires, nos droits et nos modes de vie, nos cultures, nos coutumes et conceptions de la vie et du monde que nous habitons. Nous dénonçons l'exploitation de nos ressources naturelles et de nos territoires par l'industrie extractiviste, qui mettent en péril nos moyens de subsistance, notre identité et la relation harmonieuse de nos communautés avec la Terre Mère. Nous demandons la reconnaissance de la propriété territoriale des communautés qui y ont vécu jusqu'à aujourd'hui. Nous n'acceptons pas le contrôle par l'étranger des territoires, ni les processus de négociation ni les propositions de fausses solutions pour le climat. Les gouvernements doivent garder comme principe de base le respect de nos formes de vie ancestrales et la reconnaissance au droit d'auto-détermination en tant que nation et peuples autochtones.

> Nous demandons aux Etats d'engager le débat avec la société civile sur le concept d'émissions nettes évitables, ce qui permettrait un accord climatique 2015 avec une compensation pour les pays non industrialisés du fait de non exploiter les énergies fossiles et permettant de financer la transformation des sources d'énergie. Nous insistons pour l'adoption d'un impôt global sur les transactions financières internationales, qui nous garantisse des fonds suffisants pour une réelle transition incluant une justice sociale.

> Ainsi, nous déclarons que l'ensemble des initiatives prises pour inverser la dramatique tendance climatique actuelle de la planète, doit prendre en compte les responsabilités historiques des pays développés, reconnaître la dette écologique historique qu'ils ont contracté envers les pays du Sud et la réparer. En particulier, les transnationales au capital privé situées dans les pays développés doivent être reconnues comme responsables de leurs pratiques à un niveau global. C'est pourquoi nous exigeons que Justice soit faite pour les cas de contamination de Newmont, Dorean au Pérou et de Chevron-Texaco entre autres, qui ont perpétré un des plus grands écocides de la planète en Amazonie.

> Nous exigeons des gouvernements et des entreprises d'accepter et de respecter notre droit humain à un travail digne, avec le plein exercice de nos droits individuels et collectifs, garantissant un processus de réelle transition vers un monde nous permettant d'améliorer notre qualité de vie. Nous demandons des garanties pour un accès universel aux systèmes de protection et de sécurité sociale, le respect de notre liberté syndicale et une répartition juste et équitable de la richesse produite par notre travail et nos connaissances.

> Nous considérons qu'aucune action pour faire face au changement climatique ne sera efficace ou viable si elle ne s'accompagne pas de politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale et paysanne, d'une réforme agraire, de la souveraineté et la sécurité alimentaire de nos peuples, d'une production soutenable, à base d'agro-écologie, autochtone, sans OGM ni pesticides, produite pour l'alimentation humaine et pour la préservation de la biodiversité. Nous croyons que pour avancer vers un monde juste et une économie locale, solidaire, coopérative, féministe et communale, il est fondamental de reconnaître le droit humain à l'alimentation, mais aussi l'apport fondamental de l'agriculture paysanne qui représente 70% de l'alimentation mondiale. Nous exigeons de ralentir la production et l'expansion des agro-carburants, qui engendrent déforestation, érosion des terres, contamination des sources d'eau et de l'air, et ne sont qu'une autre forme de recolonisation territoriale.

> Ces dernières années, une des stratégies du capital a été de renforcer les processus de privatisation, de marchandisation et de financiarisation de la nature, à travers l'économie verte, qui nous propose de fausses solutions à la crise climatique. Parmi celles-ci, on note : le Mécanisme de Développement Propre (MDP), les projets de Réduction des Emissions liées à la Déforestation et la Dégradation des forêts (REDD), les OGM; les agro-carburants, la géo-ingénierie, les méga projets hydroélectriques, les centrales nucléaires, la fracturation hydraulique, la smart agriculture ou

agriculture intelligente.

> Une des stratégies du capital repose aussi sur ce qu'on appelle l'impunité des multinationales et des gouvernements, à travers les traités de libre-échange et de protection des investissements, entre autres, ceux qui veulent privatiser les services essentiels comme l'eau, l'éducation, la santé et l'habitat, et qui s'attaquent aux droits humains des travailleurs et des peuples. Le Sommet des Peuples refuse toutes ces stratégies du capital.

> Ainsi que nous l'avons dit plus haut, nous dénonçons le système capitaliste patriarcal qui maintient oppression et contrôle sur le corps, le travail et la vie des femmes, encourage la violence sexuelle et la traite, les exclut de secteurs de la vie sociale et des espaces publics. Il est nécessaire d'aller vers une autre division du travail, qui ne mette plus le travail féminin à un rang inférieur, qui ne rende pas invisible le travail domestique – grâce auquel la reproduction sociale est possible - ni le subordonne aux lois du marché. Nous exigeons un changement radical afin de reconnaître le travail reproductif comme base de l'humanité et des relations au sein des communautés.. Toutes les alternatives doivent prendre en compte la perspective féministe et encourager des relations plus justes entre hommes et femmes.

> Nous plaidons pour la promotion d'une consommation responsable et réfléchie, avec des habitudes de consommation saines, qui correspondent aux nécessités humaines et non pas à celles du capital. Une consommation qui ne participe pas à la contamination de l'environnement ni au changement climatique. Nous encourageons un usage responsable des ressources vitales, le recyclage et une bonne gestion des déchets. Nous nous engageons à promouvoir une conscience citoyenne par des actions que nous sommes capables de mener tant à un niveau individuel que collectif pour un monde plus juste.

> Les Etats doivent prendre des décisions et des mesures immédiates pour la protection, la conservation et la restauration des bassins versants, des écosystèmes, des hautes montagnes, des zones humides, des forêts, des steppes, des aquifères, des lacs, des rivières, des zones côtières qui alimentent la Terre Mère. Ces écosystèmes et sources d'eau sont affectés par les activités des industries extractives, comme la mine, le pétrole, le charbon et le gaz à cause, entre autres, de la coupe des arbres et des déchets laissés sur place. Un droit équitable à l'accès à l'eau et à la sécurité sanitaire doivent être garantis. Ce qui est seulement possible avec des entreprises publiques et un contrôle public .

> Le Sommet des Peuples se demande de quelle cohérence peut se prémunir le **gouvernement péruvien** en tant que président de la COP 20 au vu des politiques environnementales, sociales et fiscales adoptées récemment en faveur de l'investissement privé – avec la baisse des normes et des régulations des droits collectifs, environnementaux et culturels. Nous dénonçons la répression dont sont victimes les représentants indigènes, les dirigeants syndicaux et les paysans, les activistes écologistes ainsi que le harcèlement des délégations arrivées au Sommet des Peuples de différentes régions du pays ou de pays voisins.

> Le Sommet des Peuples se questionne sur l'emprise de la Convention Marco des Nations Unies sur le changement climatique. Les grandes multinationales "accompagnent" les gouvernements dans les négociations pour sceller des accords ayant pour seul objectif de déresponsabiliser les pays industrialisés de leur rôle principal sur le changement climatique par leurs émissions de gaz à effet de serre. Nous exigeons que le paiement des intérêts de la dette, qui étranglent les peuples et limitent les Etats dans le financement des besoins essentiels des populations, soient utilisés pour faire face à la crise environnementale et climatique, car c'est bien de cela que dépend l'avenir de l'humanité et de toutes les espèces vivantes de la planète.

> Le Sommet des Peuples rend hommage à la mobilisation enthousiaste et à l'engagement des dizaines de milliers de citoyens et citoyennes du monde entier qui ont participé à la **Grande Marche Globale de Défense de la Terre Mère** le 10 décembre à Lima et dans les autres villes du monde. Une telle concentration d'organisations, de mouvements, de délégations du Pérou et de très

nombreux pays est l'expression claire de comment les peuples se positionnent en faveur d'un monde juste et démocratique, qui garantisse harmonie entre existence humaine et droits de la Nature et de la Terre Mère.

> Nous continuerons et renforcerons l'articulation entre nos luttes, activement et de manière permanente au cours des mobilisations tout au long de 2015, avec un point d'orgue à Paris, en France, où se tiendra la COP 21. Déjà, nous, mouvements sociaux du monde, nous nous préparons pour poursuivre les luttes depuis nos territoires en défense de la vie, jusqu'à ce que nos exigences soient satisfaites.

Nous continuerons la lutte jusqu'à changer le système pas le climat !

Sommet des Peuples

Lima 10 décembre 2014